



Lettre n° 276 du 26 février 2023

Au sommaire :

- **S'enliser dans le dialogue social et les manœuvres parlementaires ou préparer l'inévitable affrontement de classe pour imposer le retrait, il faut choisir** - *Yvan Lemaitre*
- **Un an après l'agression criminelle de Poutine contre l'Ukraine, Biden affiche la responsabilité des USA dans la guerre - Pour la paix, solidarité internationaliste des travailleurs et des peuples !** - *Galia Trépère*

## **S'enliser dans le dialogue social et les manœuvres parlementaires ou préparer l'inévitable affrontement de classe pour imposer le retrait, il faut choisir**

La journée du 7 mars, celle du 8 pour la journée internationale de lutte des femmes et du 9 avec les jeunes sont déjà un succès indépendamment de l'impasse que représente pour la suite la politique de l'intersyndicale. Le blocage du pays est au centre des discussions, des espoirs du plus grand nombre et des angoisses du pouvoir qui craint que le mouvement échappe au « calme » des directions syndicales. Le monde du travail, le mouvement des femmes, la jeunesse prennent confiance et conscience de leur force. A travers tout le pays de multiples réunions syndicales, de collectifs, d'interpros organisent des actions, préparent le 7 et discutent de la suite. Il est clair que le blocage ne pourra se limiter à n'être que le moment le plus fort du mouvement en attendant les suites du débat parlementaire au Sénat. Il sera bien le début d'une nouvelle étape. Le monde du travail, le mouvement des femmes, les jeunes rassemblent leurs forces, s'organisent à la base, se préparent à se mesurer avec le pouvoir.

Cette nouvelle étape, à un niveau supérieur, appelle de nouvelles initiatives.

En réalité, le mouvement arrive à un tournant où inévitablement le consensus qui semblait régner jusqu'alors entre la mobilisation du monde du travail et l'intersyndicale va être soumis à une grande tension. Pour les directions syndicales, le mouvement est un moyen de négocier leur place dans le cadre du dialogue social, leur rôle d'interlocuteurs du pouvoir, comme il l'est pour la gauche de négocier la sienne dans le cadre du parlement. Leurs intérêts ne sont pas à l'unisson avec ceux de la mobilisation. Les uns veulent négocier, les autres amender ou réécrire alors qu'il s'agit d'imposer le retrait, la capitulation de Macron pour créer les conditions d'une contre-offensive du monde travail.

### **Macron fait l'éloge de l'exploitation et veut la renforcer pour nourrir les profits**

Le gouvernement, de son côté, tente d'utiliser ce moment de calme relatif avant la reprise du débat parlementaire au Sénat et le 7 mars, pour reprendre l'initiative après la déroute de ses ministres au parlement ou devant la presse. Darmanin avec sa loi raciste contre les migrants et les sans-papiers voudrait détourner le débat en flattant le RN, alors que Macron, pour le moins discret jusque-là, tente de donner le change en parlant d'autre chose tout en affirmant son inflexibilité. Avant d'aller au salon de l'agriculture, il a prétendu, à Rungis, s'adresser à « *la France qui se lève tôt* », mimant Sarkozy pour plaire au LR justifiant son agression contre les retraites en la banalisant : « *dans l'ensemble, les gens savent qu'il faut travailler un peu plus longtemps en moyenne, tous, car sinon on ne pourra pas bien financer nos retraites* ». Et d'aller dans le sens des propos sur « *la paresse* » de Darmanin, ou sur « *l'oisiveté* » de Borne pour pérorer, « *c'est par le travail qu'on construit la force d'une nation [...] il n'y a pas de modèle social qui tient si on ne crée pas plus de richesses* ». Relever l'âge de départ de 62 à 64 ans ne créera pas « *plus de richesses pour le pays* » mais plus de profit pour le capital !

Macron comme tous les siens et la bourgeoisie voudrait confondre la production de richesses utiles à la société et la création de profit, de capital supplémentaire, qui accroît la richesse d'une minorité parasite de capitalistes au détriment de la société.

En agitant dans le vide le thème du travail, il ouvre une porte aux directions syndicales en les invitant à venir discuter du rapport au travail. « *Au-delà de la question*

de la durée de la vie professionnelle, il faut améliorer la qualité de vie au travail et trouver les conditions du « bon emploi » », a, dans la foulée du président, repris la Première ministre... Baratin dérisoire pour appâter les directions syndicales qui signaient la semaine dernière, à part la CGT, l'accord sur le partage de la valeur avec le patronat, mensonges et hypocrisie que ces propos mielleux et condescendants à l'adresse de « toutes celles et ceux qui permettent à notre pays de tourner, de vivre », les mêmes que l'hommage hypocrite et mensonger rendu aux premiers de corvée lors de l'épidémie. Leur monde d'après est celui d'avant en pire.

Le CAC 40 a battu un nouveau record avec une hausse moyenne de 10 % des bénéficiaires. TotalEnergies, Stellantis, Axa, BNP Paribas, Publicis, Schneider Electric, Airbus et autres engrangent des milliards. Et Roux de Béziers, président du Medef, se félicite de la réforme prétendant sauver les retraites d'un « déficit » en oubliant de parler des 18 milliards d'euros de déficit des caisses de la Sécu à cause des exonérations de cotisations sociales dont bénéficie le patronat chaque année... ou des 6,7 milliards d'euros que permettront les économies générées par les deux réformes de l'assurance-chômage de 2021 et 2023.

Sans parler de la hausse de 40 % du budget militaire, 413 milliards d'euros sur 6 ans alors que tous les services publics se délitent et des milliards engloutis dans une guerre criminelle et absurde, réactionnaire contre les peuples.

## **Obstruction ou illusions parlementaires, la même impasse institutionnelle**

Vendredi 17 février à minuit, conformément à l'article 47.1 de la Constitution qui permet au gouvernement de limiter les débats à vingt jours à l'Assemblée nationale en première lecture, le débat à l'Assemblée a été clos. Le Sénat prend le relais pour quinze jours à partir du 28 février puis une commission mixte paritaire sera convoquée pour trouver un « accord ». La date limite d'examen au Parlement est fixée au 26 mars. Le texte serait alors ou adopté par un vote majoritaire à l'Assemblée ou par... le 49.3 !

Macron s'est donné toutes les garanties que lui permet la constitution pour imposer sa réforme et construire un rapport de force politique qui lui soit favorable en discréditant le parlement condamné à l'impuissance et les directions syndicales elles aussi contraintes au final de se soumettre, un jeu politicien qui profite à Le Pen.

« *Macron voulait pouvoir opposer la légitimité de l'Assemblée à celle du mouvement social avec un vote favorable de l'Assemblée nationale. Échec total.* », ces propos vantards de Mélenchon vantant sa politique d'obstruction pour empêcher le vote sur le projet de loi y compris sur l'article 7, le report de l'âge légal de départ à la retraite à 64 ans, sont pour le moins dérisoires. Ils lui ont valu les accusations de Martinez et de Berger expliquant d'une même voix que Mélenchon n'était « *pas un allié du mouvement social* » comme celles de ses amis de la Nupes

qui avaient retiré l'essentiel de leurs amendements pour accélérer les discussions. « *Nous regrettons profondément que nous n'ayons pu débattre de l'article 7 qui est le cœur de cette réforme. Nous avons tout fait pour que cela arrive* », se défendait Fabien Roussel...

De son côté, le secrétaire général de la CFDT, Laurent Berger, s'est indigné du « *spectacle désolant* » et « *honteux* » de l'Assemblée, « *au mépris des travailleurs* ». Ces propos éclairent la stratégie de l'intersyndicale, prétendant qu'il est possible de convaincre les députés de droite de rejeter la réforme des retraites, et, par ce biais, d'imposer un recul au gouvernement. Berger n'y croit même pas mais essaye de justifier sa stratégie de pression en misant sur... Eric Ciotti et en faisant semblant d'ignorer les moyens dont dispose Macron pour imposer sa réforme, quel que soit le vote de l'Assemblée, par ordonnance ou 49.3. « *Il y a un débat au Sénat dans lequel l'intersyndicale a décidé d'être entièrement présente et c'est notamment les raisons de la mobilisation le 7 mars* », a-t-il déclaré ajoutant : « *la grève du 7 mars ne sera pas une prolongation du bordel qui s'est passé à l'Assemblée nationale.* »

Des propos qui rassurent le pouvoir qui pourrait prendre au sérieux les appels radicaux des uns et des autres à « *bloquer tout, bloquer partout* » qui restent dans le cadre institutionnel, du dialogue social et du parlementarisme, une impasse. En réalité, la vraie crainte du pouvoir, c'est celle de la base, de l'incapacité des dirigeants syndicaux à garder le contrôle de la situation.

## **Le mouvement ouvrier a besoin d'une stratégie pour changer le rapport de force**

Les rivalités entre appareils, dirigeants politiques et syndicaux occupent la scène en espérant occuper les esprits. Eux aussi savent bien que les journées des 7, 8 et 9 mars pourraient bien être le début de la généralisation de la grève, de sa politisation, de la radicalisation du mouvement prenant conscience de lui-même pour devenir un mouvement de contestation radicale, sociale et politique de leur monde d'après, de ce capitalisme sans frein ni limite qui ruine la société. « *Tu nous mets 64, on te remet 68* » dit un slogan exprimant la contestation globale et radicale du système que porte le mouvement.

C'est bien là l'enjeu des jours à venir. Construire une nouvelle confiance et une nouvelle conscience à la base à travers les initiatives décidées et organisées par des Unions locales voire départementales, des AG et Interpros, des comités de mobilisation qui cherchent à étendre la grève et à convaincre de sa reconduction en prenant appui sur les appels à la reconductible formulés par l'intersyndicale RATP, la CGT Cheminots et SUD Rail ou encore les fédérations CGT des Services Publics, des Transports, de l'Énergie, des points d'appui comme ceux de la CGT des éboueurs et de « *l'ensemble de la filière* » des déchets ou de la chimie dès le 6 mars au soir.

Ces multiples initiatives visent à s'adresser au plus grand nombre pour gagner celles et ceux qui, aujourd'hui, n'ont

pas rejoint le mouvement ou qui ne voient pas comment le radicaliser, ainsi qu'à faire converger toutes les luttes et mobilisations en particulier sur les salaires.

Œuvrer à ce grand rassemblement des forces du monde du travail, c'est construire une perspective, développer une stratégie autour de trois axes principaux : l'affrontement est inévitable et nécessaire, les directions syndicales ne peuvent en être la direction et, au cœur de cette politique, la question de la démocratie, diriger nos luttes aujourd'hui pour demain imposer le contrôle du monde du travail sur la marche de la société.

## **Œuvrer à l'émergence d'un mouvement démocratique et révolutionnaire**

Pour Macron et la bourgeoisie, la bataille pour imposer leur réforme s'inscrit dans le long terme. Elle poursuit et accentue leur offensive contre le monde du travail engagée alors que la gauche était aux affaires, jalonnée par une série de remises en cause des retraites. Notre politique se pense en réponse à la leur en combinant court terme et long terme, revendications immédiates et perspectives révolutionnaires. Ils nous font la guerre, nous avons besoin d'une stratégie qui y réponde, une stratégie

qui rompe avec les politiques de négociations à reculons, de concessions, de pressions qui laissent entièrement l'initiative au pouvoir et patronat.

La mobilisation fait naître l'envie, le désir de devenir acteur de la lutte et de sa propre vie, de s'organiser sur le terrain syndical ou local et aussi et surtout renforce la contestation, lui donne un contenu social, donne envie de faire de la politique, ouvre de nouvelles perspectives individuelles et collectives.

Un véritable parti du mouvement se constitue à travers le pays pour organiser la lutte mais aussi, au-delà, préparer l'avenir pour défendre les revendications immédiates tout en travaillant à la transformation révolutionnaire de la société. Un parti dont le programme est la perspective d'en finir avec le pouvoir des gros actionnaires, de la finance, des riches pour construire une société fondée sur la solidarité, le partage, l'émancipation du travail, de l'exploitation, la propriété collective des moyens de production et d'échanges, la planification démocratique afin que l'économie serve à satisfaire les besoins humains dans le respect de la nature.

Yvan Lemaitre

---

## **Un an après l'agression criminelle de Poutine contre l'Ukraine, Biden affiche la responsabilité des USA dans la guerre Pour la paix, solidarité internationaliste des travailleurs et des peuples !**

Le 24 février, en ce jour de sinistre anniversaire de la guerre meurtrière déclenchée par Poutine, le président ukrainien Zelensky a déclaré que cette année serait celle de la « victoire inévitable », que lui-même avait comme tâche, chaque jour, « d'unir le monde » et que l'Ukraine « combattait pour tous et notamment pour la sécurité de l'Europe ». Habité par son nouveau personnage en réponse à Poutine et en écho à Biden, il se fait le champion de la guerre par procuration menée par les Etats-Unis et leurs alliés contre la Russie et à laquelle il sacrifie son peuple.

Cela fait maintenant plus d'un an que la population ukrainienne subit les affreuses violences de la guerre, des dizaines de milliers de mort-e-s, de blessé-e-s, des millions de réfugié-e-s, des destructions d'immeubles d'habitation et d'infrastructures indispensables à une vie normale, qui entraînent, en premier lieu pour les plus pauvres, des privations d'eau, d'électricité, de chauffage, de nourriture et de soins médicaux. Un an de souffrances aussi pour les soldats engagés dans le conflit, contre leur volonté dans leur grande majorité en Russie où Poutine a porté à son comble la répression contre l'opposition à la guerre et à son régime.

Un an après le début de cette barbarie conséquence d'une escalade militaire que les grandes puissances n'ont à aucun moment tenté d'empêcher bien au contraire, les dirigeants de chaque camp se préparent à une guerre longue.

Les vantardises guerrières et nationalistes comblent l'absence totale de perspectives de paix. Les principaux acteurs de la guerre, la dictature russe et les vieilles puissances impérialistes occidentales emportées par l'obsession de leur domination sur le monde ne maîtrisent pas une logique militariste qu'ils étaient incapables de prévenir et dont ils portent la responsabilité.

Ayant échoué à prendre le contrôle du pays et à en occuper même une partie, Poutine prépare probablement une nouvelle offensive, engagé qu'il est dans une folle fuite en avant dont l'objectif est d'abord et avant tout la survie de son propre pouvoir. Il a prononcé solennellement un discours grand russe, fascisant, qui justifie la continuation de la guerre au nom de la lutte contre « un occident décadent » et du mythe d'une Ukraine néo-nazie. Il a annoncé la suspension de la participation de la Russie aux négociations sur le désarmement nucléaire faisant ainsi planer la menace de l'utilisation de l'arme atomique et d'un élargissement de la guerre.

Comme en miroir -et chacun se sert de l'autre pour justifier l'escalade guerrière-, le président américain Biden a effectué une visite surprise à Kiev auprès de Zelensky puis en Pologne où il a rencontré neuf chefs d'État des pays de l'Est. « Vous savez mieux que quiconque ce qui est en jeu dans ce conflit, a-t-il déclaré à Varsovie, pas seulement pour l'Ukraine, mais pour la liberté des démocraties à travers l'Europe et le monde ». Biden reprend la vieille

rengaine utilisée depuis des décennies par les USA pour justifier leur politique militariste et impérialiste contre les peuples, il signe la responsabilité des Etats-Unis dans la guerre, l'instrumentalisation qu'ils font de la résistance ukrainienne à l'agression russe au service de la domination des vieilles puissances occidentales.

## **La propagande occidentale occulte les origines de la guerre**

Les médias déversent quotidiennement un flot d'informations sur le conflit et les livraisons d'armes des Etats-Unis et de leurs alliés à l'armée ukrainienne alors que des guerres tout aussi meurtrières comme au Yémen et en Afrique ou celle, endémique, menée par l'État d'Israël contre le peuple palestinien, laissent la presse écrite, radio et TV quasiment indifférente. Il s'agit de plier les opinions publiques à une propagande belliciste qui joue sur l'émotion et considère la guerre comme un événement isolé, produit de la folie de Poutine, au lieu de l'inscrire dans l'histoire des rapports internationaux, des relations entre les Etats et les peuples. De ce fait, l'explication de « bon sens » -qui est l'agresseur ?- prend le pas sur l'analyse historique sérieuse. L'agression barbare de Poutine contre l'Ukraine répond à une agression rampante des puissances occidentales, à savoir l'élargissement de l'Otan et de l'Union européenne jusqu'aux frontières de la Russie. Contrairement à la promesse qui avait été faite à Gorbatchev en 1990, l'Otan s'est élargie en accueillant la Hongrie, la Pologne et la Tchéquie en 1999, puis la Bulgarie, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Roumanie, la Slovaquie, la Slovénie en 2004 parallèlement à l'élargissement de l'Union européenne. En 2008, les Etats-Unis et l'Otan se prononcèrent en faveur de l'adhésion de l'Ukraine et de la Géorgie, deux pays aux marges mêmes de la Russie. La réaction de Poutine a été immédiate : en août 2008, il lançait une guerre éclair en Géorgie pour appuyer deux petites républiques séparatistes pro-russes contre l'État géorgien.

La crise financière de 2007-2008 a aiguïé la concurrence économique et les tensions entre Etats. L'Ukraine dont les oligarques traitaient aussi bien avec le pouvoir russe qu'avec les autorités européennes tant qu'ils pouvaient continuer leurs affaires de capitalistes mafieux, représente une pièce maîtresse dans la lutte pour l'accaparement des richesses, un des premiers exportateurs mondiaux de céréales et d'oléagineux, un sous-sol qui regorge de richesses, exploitées par une main d'œuvre sous-payée.

La crise entre l'Ukraine et la Russie s'est envenimée en 2014 lorsque le président ukrainien pro-Russe Ianoukovitch a été renversé par la révolte populaire de la place de Maïdan pour avoir refusé de signer un accord d'association avec l'UE. Poutine occupe alors et annexe la Crimée, une région de l'ancienne URSS qu'il juge essentielle -à cause en particulier de son accès à la mer- à son prestige personnel de dictateur et aux intérêts de l'oligarchie capitaliste dont il est le mandataire. Dans le Donbass, une région aux énormes complexes industriels et miniers, en avril 14, des milices séparatistes, soutenues et armées en

sous-main par la Russie, s'emparent des lieux de pouvoir, allumant une guerre qui n'a pas cessé depuis. Elle est aujourd'hui une partie de la ligne de front qui s'est stabilisée sur 1500 kilomètres de long, lieu de batailles de tranchées entre les armées russe et ukrainienne, sans cesse pilonné par l'artillerie. Sa population dont une grande partie est russophone, n'aspire qu'à l'arrêt des combats. Comme la très grande majorité des soldats russes et sans doute une partie importante de la population ukrainienne elle-même qui souffre non seulement des bombardements et des privations mais aussi pour une partie d'entre elle du militarisme ultra-nationaliste qui bannit la langue et la culture russes et de la loi martiale qui restreint les libertés démocratiques et syndicales au nom de la défense de la patrie.

Tout au long de ce terrible enchaînement, à aucun moment les grandes puissances occidentales n'ont cherché à engager de sérieuses négociations visant à garantir la sécurité des différents Etats d'Europe de l'est, de l'UE et de la Russie. Elles en étaient bien incapables tant il est vrai que dans le monde du capitalisme mondialisé les rapports entre les États sont soumis à la loi du plus fort sans échappatoire possible.

## **L'engrenage militariste et guerrier, la terrible logique de la concurrence capitalistes sans frein**

Incapables de faire machine arrière, Poutine comme les dirigeants américains et leurs partenaires de l'Otan se préparent à une guerre longue qui s'inscrit dans une nouvelle phase de l'histoire du capitalisme caractérisée par une militarisation croissante et un réarmement des Etats-Unis, après le fiasco des guerres meurtrières qu'ils ont déclenchées en Irak et en Afghanistan et dont ils ont dû se retirer en catastrophe. La guerre en Ukraine leur offre l'occasion d'un nouveau déploiement de l'alliance militaire qu'ils dirigent, l'Otan, appuyée sur leurs alliés de l'Union européenne et pratiquement élargie à leurs alliés en Asie. Elle leur permet de conforter leur leadership mondial menacé par les nouvelles puissances dont ils ont favorisé l'émergence dans les quarante dernières années pour les intérêts de leurs multinationales, la Chine en premier lieu, désignée par le nouvel agenda stratégique de l'Otan adopté par ses membres en juin 2022 comme une menace pour leurs intérêts. « *La République populaire de Chine affiche des ambitions et mène des politiques coercitives qui sont contraires à nos intérêts, à notre sécurité et à nos valeurs* » y est-il dit.

En Ukraine, les Etats-Unis, tout autant prisonniers d'enchaînements dont ils n'ont pas la maîtrise que Poutine, mènent une guerre par procuration contre la Russie dont ils veulent sinon la liquidation du moins l'affaiblissement, et les Ukrainiens, quelle que soit la volonté indéniable et légitime d'une grande partie d'entre eux de résister à l'invasion russe, sont les fantassins de cette guerre et des visées des Etats-Unis pour conforter leur hégémonie mondiale.

Cette guerre comme d'autres, tout aussi meurtrières, qui existent dans le monde, est le résultat des logiques d'ac-

caparement des richesses produites par le travail humain, de la soif de pouvoir pour s'en emparer, de la concurrence entre groupes capitalistes et leurs Etats, et de la volonté des USA de perpétuer leur domination sur le monde. La concurrence, et le militarisme qui l'accompagne sont décuplés par la crise de sénilité du capitalisme, la difficulté qu'ont les capitaux à se valoriser, à produire suffisamment de profits dans des conditions « normales » à cause de la crise des gains de productivité. La contradiction avec l'exubérance actuelle des profits n'est qu'apparente. Il faut toujours plus d'exploitation des êtres humains et de la nature, de dépossession des travailleurs et des populations, de subventions à fonds perdus des Etats pour générer suffisamment de profits pour éviter l'effondrement de leur système. La concurrence économique débouche sur la concurrence militaire, guerrière, comme on peut en voir les prémices dans le conflit entre les Etats-Unis et la Chine.

## **La folie de la course aux armements et du militarisme**

Les dépenses militaires qui avaient baissé ces 30 dernières années, sont reparties à la hausse. Elles atteignent aujourd'hui 2000 milliards de dollars dans le monde. Au palmarès des budgets militaires, les USA avec 767 milliards de dollars cette année sont largement en tête. Viennent ensuite la Chine avec 242 milliards, puis la Russie avec 88 milliards. « *L'économie de guerre* », un leitmotiv de Macron, se généralise. Alors que l'armée ukrainienne consomme une quantité de munitions « *largement supérieure* » à la production des membres de l'Otan, selon les mots de son secrétaire général Stoltenberg, il s'agit d'augmenter cette production et les budgets qui vont avec au détriment de tout ce qui est utile à la population. Macron a annoncé 413 milliards d'euros pour la loi de programmation militaire de 2024 à 2030, ce qui correspond à un budget annuel moyen de 59 milliards d'euros contre 41 milliards en 2022. La Pologne où s'est rendu Biden ces jours-ci prévoit de porter son budget militaire à 4 % du PIB. Depuis 2014, celui-ci était déjà supérieur aux 2 % du PIB préconisés par l'Otan. Jusqu'alors les Etats-Unis et la Grèce étaient les seuls à atteindre ces pourcentages. Visiblement candidat au maintien de l'ordre en Europe de l'est, l'Etat polonais veut porter les effectifs de son armée à 300 000 hommes. Seule la Turquie, après les USA, « fait mieux », 450 000 hommes, mais dans un pays plus de deux fois plus peuplé. Quant à la Russie, les usines d'armements et de munitions y tournent à plein régime.

Les Etats-Unis, qui ont réussi à reprendre pied en Europe et à y souder la plupart des Etats, renforcent de la même manière leurs alliances face à la Corée du nord et surtout à la Chine en Asie du sud-est. Le Japon, comme l'a fait il y a quelques mois l'Allemagne en Europe -la population de ces deux pays était fortement pacifiste à cause des malheurs qu'ils ont causés puis subis eux-mêmes lors de la deuxième guerre mondiale- a annoncé en décembre dernier qu'il allait augmenter fortement ses capacités militaires et se doter d'armements offensifs.

La guerre est une manne bien évidemment pour toutes les multinationales de l'armement et quel banc d'essai pour les nouveaux matériels ! On s'enthousiasme comme le fait un général d'aviation cité par *Les Echos* sur le fait que pour la première fois, la guerre se joue « *dans les sept milieux de la conflictualité moderne : terre, air, mer, espace, cyber, informationnel et électromagnétique* ». Le nec plus ultra des progrès technologiques pour anéantir des vies humaines et dévaster des régions et des villes entières. Ce serait faire preuve de la plus grande inconscience que de penser que les armes produites ne sont pas destinées à servir !

## **Contre l'escalade militariste d'un système hors contrôle, prolétaires de tous les pays unissons-nous**

Les Etats-Unis en lutte pour sauvegarder leur hégémonie mondiale et leurs alliés et vassaux en Europe et en Asie, les vieilles puissances impérialistes, sont armés et mobilisés aujourd'hui contre la Russie et se préparent à l'être tout autant contre la Chine. Leur propagande qui sert les intérêts de leurs multinationales et de leurs Etats forme la pensée officielle dominante, subjugué les cerveaux jusqu'à faire accroire que leur objectif, une défaite de la Russie, serait une garantie pour la paix. C'est une illusion lourde de danger. Une défaite de la Russie obtenue par une implication encore plus massive de l'Otan dans la guerre se ferait contre les aspirations démocratiques des populations, en premier lieu de la population ukrainienne sacrifiée aux intérêts des grandes puissances et provoquerait à court ou moyen terme de nouveaux enchaînements vers une mondialisation de la guerre. Seul le renversement de Poutine par les travailleurs et les classes populaires de Russie tendant la main à leurs frères et sœurs ukrainien-ne-s pour surmonter les haines nationalistes peut conduire à une paix démocratique, ouvrir une perspective pour les travailleurs et les peuples du monde entier.

La guerre en Ukraine n'est pas le produit de la seule folie d'un Poutine, elle est la conséquence de l'engrenage belliciste et meurtrier auquel conduit l'exacerbation de la concurrence dans un système capitaliste à bout de souffle et de la volonté des Etats-Unis de sauvegarder leur leadership mondial. Le seul avenir de paix possible pour l'humanité capable de garantir les droits des peuples et des rapports démocratiques entre eux réside dans un autre mode de production, socialiste, communiste, libéré de la propriété capitaliste.

Notre solidarité avec les travailleurs et les classes populaires d'Ukraine, c'est d'abord et avant tout dénoncer la responsabilité des fauteurs de guerre que sont les USA, la France et l'Otan, combattre notre propre Etat, notre propre bourgeoisie pour enrayer la terrible logique de guerre économique qui conduit à la guerre militaire et sociale. L'indépendance par rapport à notre propre gouvernement, à notre propre bourgeoisie, le refus de toute union nationale, est un enjeu crucial pour l'avenir.

*Galia Trépère*